

Résumé de la thèse de Marion Carrel

Marion Carrel, sociologue, vient de rédiger une thèse sur les artisans de la participation. Sous le titre *Faire participer les habitants ? La politique de la ville à l'épreuve du public*, elle évoque un certain nombre d'expériences, dont celle de la compagnie Naje. Voici un résumé de sa thèse.

Située au croisement de l'analyse des politiques publiques et de la sociologie des problèmes publics, la thèse entend expliquer les difficultés de la politique de la ville à traduire en actes l'idéal de « participation des habitants » qu'elle porte depuis ses origines.

La première partie s'attache à retracer la genèse de la prédominance d'une « injonction participative » adressée unilatéralement aux habitants. A travers l'analyse de l'évolution des dispositifs de la politique de la ville, la mise en perspective comparée de la France avec les Pays-Bas et une étude de cas dans une agglomération, il est établi que l'objectif de faire participer les habitants se traduit rarement par la recherche de modes ascendants d'élaboration des politiques publiques. La responsabilité de leur implication citoyenne repose sur les habitants, lesquels sont peu organisés en associations revendicatives et sont qualifiés négativement par une politique socio-urbaine ciblée sur des individus « en difficulté ».

Ces constats macrosociologiques posés, la seconde partie analyse, dans une perspective pragmatiste, les obstacles et leviers de la constitution du public dans les quartiers d'habitat social. L'étude ethnographique des relations entre habitants et pouvoirs publics dans un quartier en rénovation urbaine montre d'abord comment, en l'absence d'articulation entre bien commun et bien public, l'impossibilité d'une confrontation démocratique s'auto-alimente des comportements des uns et des autres et génère du soupçon et de la résignation.

L'analyse d'expériences de « publics intermédiaires » réunissant des habitants, des professionnels et des élus, animées par des consultants militants de la démocratie participative, éclaire ensuite les facteurs favorisant l'association des habitants à la définition du bien public. Ces expériences déclenchent, à travers un processus d'enquête collective, la transformation de problèmes sociaux et dysfonctionnements administratifs en problèmes publics. Pour autant, la portée du public suscité par ces expériences peut s'avérer plus ou moins grande. Le caractère artificiel du déclenchement de l'action collective, qui en constitue son originalité, peut également conduire à sa rechute, lorsque les participants peinent à s'organiser en groupe pérenne et que les pouvoirs publics ne s'approprient pas les résultats de l'enquête.